ABONNEMENTS :

(ENVOYÉS FRANCO)

6 mois . . . Fr. 1.50
1 an 2.50

Travail

Les manuscrits non signés ne sont pas insérés.

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels.

A. FRANCE.

ORGANE OFFICIEL

de " L'Union des Syndicats Fédéralistes " de la Province de Liège

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

Maison des Syndicats Rue de la Loi, 29, LIÈGE

SOMMAIRE :

1. Vers le syndicat unique. — 2. Un projet de loi. — 3. Au caméléon Buyl. — 4. Tribune libre. — 5. Echos. — 6. Revue du Travail. — 7. La grève dans l'Ameublement à Liège. — 8. La vie syndicale.

Vers le Syndicat unique

La question du syndicat unique est à l'ordre du jour dans tous les pays.

La concentration toujours plus accentuée de l'industrie impose à l'action prolétarienne de nouvelles formes d'actions et ces formes d'actions nécessitent elles-mêmes de nouvelles formes syndicales.

Ou plutôt, en termes plus clairs, la concentration capitaliste exige, pour être combattue efficacement, une concentration plus grande des forces ouvrières.

Cette concentration ouvrière, syndicale, se fait surtout sentir quand on cherche à réaliser le contrôle ouvrier, cette arme moderne et puissante qui permettra à la classe ouvrière non seulement de prendre, au moment opportun, possession des usines, des ateliers, mais aussi et surtout qui rendra possible la direction de l'industrie par les ouvriers eux-mêmes et ce, au profit de tous.

Depuis la fin de la guerre, l'industrie du meuble subit, à son tour, l'influence de cette concentration. Le travail se spécialise, l'atelier devient fabrique.

L'ébéniste faisant son meuble du commencement jusqu'à la fin disparaît de jour en jour ; le meuble n'est déjà plus l'œuvre d'un homme exerçant une profession compliquée, artistique parfois, ayant réclamé de longues années d'apprentissage et de pratique, mais celle d'une quantité d'individus exerçant, souvent sans pratique ni apprentissage préalable, des manipulations diverses qui, auparavant, étaient concentrées en un seul homme : l'ébéniste !

Aujourd'hui, nous connaissons des débiteurs, traceurs, scieurs, toupilleurs, mouluriers, raboteurs, ébénistes, plaqueurs, polisseries... en un mot, toute une infinité de professions, où chaque manipulation est spécialisée, où chaque mouvement est calculé, mécanisé.

À côté de ces hommes, nous en voyons d'autres qui contribuent moins directement il est vrai, à la fabrication du meuble.

Ce sont : les contre-mâtres, les dessinateurs, les tapissiers-garnisseurs, les sculpteurs, puis ce sont encore les magasiniers, les livreurs, les emballeurs, enfin le personnel des bureaux : comptables, commis, sténo-dactylographes...

Toutes ces catégories de producteurs ont leur place tracée dans les rangs du syndicat d'industrie, forme première du syndicat unique.

C'est-à-dire que tout le personnel d'une

même maison doit être syndiqué dans le même syndicat.

Mais, il existe des branches de l'industrie du meuble qui font corps avec celle-ci, tels que les miroitiers, les marbriers, les bronziers, les tourneurs sur bois, les docteurs sur bois, les passementiers, les ouvriers en rotin, les ouvriers des magasins de bois...

Tout ce monde, travaillant pour une même industrie, est appelée à entrer dans le même syndicat.

Car, le jour où nous devons constituer les conseils d'ateliers et surtout le jour où nous voudrions que leur rôle devienne effectif, il faudra que nous puissions déterminer, de façon précise, le rôle que les conseils d'ateliers ont à jouer. Et pour jouer ce rôle avec efficacité, leur domaine devra s'étendre à toute l'industrie du meuble.

Si ce domaine était limité, si certaine de ces parties devait être négligée ou laissée dans l'ombre, notre action en souffrirait et les résultats ne pourraient être que médiocres.

En dressant ainsi, dans un seul bloc, tous les exploités d'un même patron, nous atteignons le maximum de puissance avec le minimum d'effort ; ces efforts ne sont plus gaspillés en réunions puériles des branches professionnelles qui se rencontrent parfois par douzaine dans la même maison.

Mais il faut bien comprendre que le principe de lutte des classes, devra se placer au-dessus de toutes préoccupations professionnelles.

C'est seulement alors que nous aurons le sentiment de marcher de l'avant ; que nous aurons conscience de notre force et que nous pourrions regarder l'avenir avec confiance.

Mr.

Votre convocation se trouve en 4^e page

UN PROJET DE LOI

Nos pressentiments ne se sont pas trompés. La campagne menée par la réaction belge, ayant à sa solde la grande presse, trouve son aboutissement logique dans le projet de loi déposé par le député Housiaux sur le bureau de la Chambre, le 27 décembre 1922, projet contresigné par les députés Buyl et Vanden Corpout. Ce projet ne tend à rien moins qu'à l'abrogation de la journée de huit heures.

Ci-après, les passages principaux des « développements » du projet. On ne saurait dédier aux travailleurs une plus belle page d'hypocrisie que celle de l'exposé des motifs.

Développement du Projet

« La proposition que nous avons l'honneur de vous présenter est inspirée par le double souci de sauvegarder la liberté individuelle de l'ouvrier et de contribuer, dans une large mesure, à la restauration de la Belgique.

La loi du 14 juin 1921 a suscité, dans la classe ouvrière, de vifs mécontentements (!) Sans se soucier des besoins particuliers d'un chacun, elle a consacré pour beaucoup de pères de famille, l'obligation de rester pauvres.

Combien ne voit-on pas d'ouvriers qui, après les huit heures autorisées par la loi, sollicitent, auprès d'un autre patron, la faveur d'une, deux ou trois heures de travail supplémentaire. Nombreux également sont les ouvriers belges qui vont s'engager en France, attirés par l'appât des hauts salaires attachés aux plus longues journées de travail.

Il y a là un danger grave pour notre industrie car c'est surtout la main-d'œuvre qualifiée qui s'expatrie.

Notre proposition a précisément pour objectif de rendre aux travailleurs la liberté (!) que la loi du 14 juin 1921 leur a ravie. Nous n'entendons pas abroger celle-ci : nul plus que nous ne désire sincèrement voir l'ouvrier augmenter son bien-être sans qu'il soit besoin de lui demander plus de huit heures de travail par jour, mais... le bien-être, on paraît l'oublier, est fonction du travail. Aussi, nous voudrions que, par la volonté même des travailleurs, cette loi put être suspendue pour une période qu'ils détermineraient librement, d'accord avec les patrons. Et, en vue de mettre les ouvriers à l'abri de toute surprise, de tout arbitraire, nous avons inséré à l'article premier une disposition qui leur permettra, en tout temps, de réclamer le bénéfice de la loi actuellement en vigueur.

À notre sens, l'argument tiré du respect de la liberté individuelle serait suffisant pour justifier notre proposition.

Contrairement aux affirmations des sociologues et hygiénistes dont la bonne foi ne peut être suspectée, notre production a notablement diminué.

Notre production est déficitaire ; les importations dépassent constamment les exportations ; la Belgique vit actuellement sur le crédit et consomme des choses qu'elle n'a pas logiquement le droit de consommer, si l'on n'y remédie, elle sera fatalement acculée à la faillite, au dénuement, à la famine.

Si la loi des huit heures avait été mise en vigueur au temps de notre prospérité, il est certain, qu'à cette époque, les résultats en auraient été moins désastreux, surtout si elle aurait été étayée par un enseignement professionnel bien compris ; peut-être même notre richesse nationale s'en fut-elle accrue. Mais nous vivons dans les conditions anormales de l'après-guerre et cela ne fait plus de doute pour l'observateur impartial des phénomènes économiques, que l'avilissement de notre monnaie, la cherté de la vie, le marasme industriel et commercial, que notre misère

nationale, en un mot, est due, pour une bonne part, à une application trop rigoureuse ou intempestive de la loi du 14 juin 1921.

Notre proposition n'est inspirée par aucune pensée d'agression contre le principe de la loi des huit heures. Elle vise, au contraire, à la rendre plus facilement applicable dès que le pays aura fourni l'effort nécessaire pour rétablir l'équilibre de ses finances.

(s.) H. HOUSIAUX.

Texte du Projet de loi

Article 1^{er}. — Pendant les deux ans à dater de la mise en vigueur de la présente loi, les travailleurs qui ne sont pas visés à l'article 2 ci-après, pourront, après accord préalable, avec les patrons, renoncer, en ce qui concerne la limitation des heures de travail, au bénéfice de la loi du 14 juin 1921, instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

En tout temps, moyennant préavis d'un mois, l'une ou l'autre des parties pourra dénoncer l'accord intervenu et demander l'application intégrale de la loi du 14 juin 1921.

Article 2. — La loi du 14 juin 1921 instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, reste applicable aux personnes occupées à des travaux réputés durs, dangereux ou malsains, sur avis du Conseil supérieur de l'hygiène publique, un arrêté royal déterminera quels sont ces travaux.

(s.) H. HOUSIAUX, F. VANDEN CORPUT, A. BUYL.

Rendre au travailleur la liberté individuelle ! Contribuer à la restauration économique de la Belgique !! Rétablir l'équilibre dans les finances !!! Voilà le triple souci qui guide les signataires du projet, les trois ex-instituteurs Housiaux, Vanden Corpout et Buyl.

Pour nous, ce projet a un sens assez clair : pour la restauration de la Belgique (la Belgique des exploités), il faut que l'ouvrier travaille plus et gagne moins. Voilà la vérité.

La forme de présentation adoptée dans le projet ferait accroire aux travailleurs que celui-ci ne serait que provisoire. Qu'on se détrompe. Ce n'est qu'un palier. Et les trois signataires n'ont en vue qu'une chose : l'abrogation complète de la loi du 14 juin 1921.

D'un autre côté, nous savons que le Gouvernement belge refusa de ratifier les conventions de la Conférence de Washington tendant à assurer, pendant dix ans, aux travailleurs belges, le bénéfice de la loi des huit heures.

En face de l'attaque brusquée déclenchée par la réaction, il est nécessaire d'établir la part de responsabilités de chacun.

Sont responsables ceux qui doutant de l'organisation syndicale cherchent à semer dans leur entourage, la suspicion avec le découragement ; ceux qui, par égoïsme,

par amour du lucre, ont pu ou font croire que la journée de huit heures ne tient pas au cœur des travailleurs et que quantité de ceux-ci ne demandent qu'à fournir des prestations en nombre plus élevé.

La journée de huit heures menacée, la puissance syndicale, l'énergie des hommes organisés, doit donner son plein effort pour empêcher le forfait de s'accomplir. Sauvons par tous les moyens la réforme qui nous tient le plus au cœur.

Et si l'action syndicale ne suffit pas, nous suivrons la tactique du « Faisceau Belge » (fascisme) qui, dans son statut parle de « l'action directe collective » pour atteindre son but. Le Gouvernement le sait et laisse faire. Nous serons donc peut-être forcés un jour, à opposer la violence à la violence, la révolte à l'oppression bourgeoise, capitaliste et financière.

A. S.

Au Caméléon BUYL

Qui ne connaît M. Buyl, le sympathique député libéral d'Ostende ; M. Buyl, dis-je (Adolphe pour les dames), le bourgmestre tant apprécié d'Ixelles, l'admirateur de Mistinguett et d'autres dames coquettes des environs de l'Opéra d'Ostende, où il est mieux connu sous le nom de Caméléon.

Il est un homme de principes, il est le défenseur de la liberté, et en cette qualité, partisan du maintien des jeux de hasard dans nos villes d'eau, où chaque exploitateur doit posséder le droit de gaspiller, comme bon lui semble, l'or, qui est le fruit de la sueur de ses travailleurs, et de se suicider ensuite !

Au nom de la liberté, il est un des nombreux bienfaiteurs de l'association « Pour notre Goutte ». Il proclame que chacun a le droit de s'empoisonner physiquement et moralement son prochain par désir de lucre.

Et, toujours au nom de la liberté, il vient, en compagnie de MM. Housiaux et Vanden Corput, de signer le premier projet de loi qui a pour but de suspendre l'application de la loi des huit heures.

Singulière coïncidence :

M. Buyl est un ex-instituteur.

M. Housiaux est un ex-instituteur.

M. Vanden Corput est un ex-instituteur. Le trio est au grand complet. Que M. Buyl soit adversaire de la journée de huit heures, se conçoit sans peine.

Dans le bon vieux temps, où le métier de député était encore fort considéré, il était l'un des membres les plus actifs du Parlement.

Les projets de loi sur la pêche au sprot au clair de lune ; sur la fabrication des biberons pour vieillards ; contre l'exportation de tête de veaux, etc., suscitèrent l'intérêt de notre législation.

Une fois pourtant, on pensa devoir se moquer de lui. Il s'en fallut de peu toutefois, que l'offense ne fut effacée par le sang au cours d'un duel.

Depuis qu'il assume les fonctions de bourgmestre, il a reporté son activité sur terrain administratif.

Son manuel, qui règle les actes de la police locale, est une véritable création. Nous voyons comment, en cas d'agression nocturne ou d'autres accidents, il conseille aux gardiens de l'ordre de se tenir à sept cent mètres de distance du lieu du sinistre, et de se cacher dans un coin ou derrière un arbre.

On nous assure même, qu'il y a quelque temps, il a proposé à l'administration des chemins de fer de remplacer la pince à percer des gardes et des chefs-garde par un browning, afin de mettre les employés des trains en état de se sauver à temps.

Tout récemment, il nous a encore entretenu du rêve de sa vie qui est notamment de faire don d'un port de mer à son village natal de Cherskamp, ce qui permettra aux croiseurs, torpilleurs et aux bateaux de pêche venant de Tokio, Baltimore ou Shanghai d'atteindre directement notre patrie.

En guise de récompense pour cette activité extraordinaire, il a été honoré des plus grandes distinctions et décorations nationales.

Il a, en outre, reçu une décoration nationale pour avoir touché fidèlement son indemnité parlementaire.

Lors de la visite du roi d'Angleterre, il aida la tante du maréchal de la Cour à monter en voiture. Cela lui valut un nouveau ruban rouge.

Lorsque le roi d'Italie vint nous rendre visite, il offrit une prise à une vieille dame de la Cour. Encore un petit nœud blanc.

Lorsque la grande-duchesse du Luxembourg vint voir notre capitale, il prêta son parapluie à la sœur de la nourrice de la future princesse héritière. Encore un ruban vert.

Et le premier jour de l'an, il envoya sa carte d'adresse à l'oncle du secrétaire de Mussolini, et devint ainsi chevalier de l'Ordre de la Couronne d'Italie.

Nous nous découvrons devant des hommes comme M. Buyl, et nous chantons la « Brabançonne », cependant que nous nous apprêtons à lui porter, chez lui, musique en tête, une nouvelle décoration, lorsque la discussion de son projet de loi aura lieu.

(Du Ralliement.)

F. T.

A nos Collaborateurs

Nous prions les camarades qui écrivent à « Travail », de nous envoyer la copie **AU PLUS TARD POUR LE 20** de chaque mois.

A tous, nous recommandons de nous mettre au courant des faits d'ailleurs et aussi d'idées relatives à l'organisation ouvrière.

La Rédaction.

TRIBUNE LIBRE

ASSOCIATIONS MÉDICALES

La caractéristique des professions libérales est exprimée par le qualificatif qui les définit : elles sont des professions libres.

Cette liberté implique émulation dans l'art, différence de mérite individuel, de travail, de production et d'exigences et constitue la source principale du progrès. Si la liberté du professionnel est atteinte par l'obligation de s'astreindre à un règlement qui lui dicte les prix et conditions de travail, l'émulation n'est plus possible et par conséquent le progrès s'arrête.

Et alors les professions libérales, de la hauteur des cieux purs de leur noble idéal, tombent sur la plate-forme d'un marché vulgaire.

D'ailleurs il est impossible d'associer les professionnels libres dans le but d'égaliser leurs exigences quand une véritable différence de mérite existe et que leur point de vue diffère au sujet de l'art et de ses nobles fins.

Ainsi Van Dyck, Rubens (s'ils existaient) ne pourraient se mettre d'accord avec un peintre quelconque pour faire un même tableau au même prix. De même, il n'est pas possible de faire défendre pour les mêmes honoraires une cause par deux avocats de mérite bien différent. Or, si des associations sont possibles pour les libres professionnels, elles doivent avoir un caractère très libéral et respecter ces différences de mérite de travail, de volonté, de production et d'honoraires.

Par conséquent, si nous voyons que des libres professionnels s'unissent en association sans tenir compte de ces différences, c'est parce que ces différences n'existent plus ou parce que les membres vont fournir tous un travail de même mérite et pour le même prix.

Et puisque nous constatons l'existence d'associations médicales qui dictent à leurs membres les conditions des visites, fixent les honoraires, distribuent le travail, etc., nous pouvons conclure que tous ces membres ont une valeur égale et que le progrès de la science médicale s'accomplit ailleurs, hors de telles associations.

Certes, nous devons ce phénomène à la guerre qui a créé le malaise et a rendu plus âpre la lutte des classes. Mais cette lutte fondée sur le principe de la force est admissible pour celle des classes sociales qui ne fournit autre chose

que de la production matérielle du rendement des muscles.

Mais les classes qui vivent de la force morale capable de diriger le monde par ses œuvres et ses découvertes doivent répudier le principe de l'association en la force matérielle. Seule, une lutte doit être soutenue : celle de l'émulation noble dans l'exercice de l'art, émulation dans la science et dans le sentiment du devoir.

Nous espérons voir les esprits illusionnés, sortir des associations médicales si celles-ci tendent à monopoliser l'art de guérir, à cristalliser la science et à la vendre en gros et en détail comme une marchandise quelconque.

MASSA,
(Syndicat des Mécaniciens).

ECHOS

Compressions de dépenses !

Au moment où certains truchements des capitalistes déposent le projet de loi dont il est question dans ce journal, projet dont le but principal, d'après ses auteurs, est de rétablir la situation financière du pays, alors que partout on parle de compression de dépenses, le département des sciences et des arts vient de mettre en adjudication publique, des travaux somptuaires dont la nécessité n'a jamais été reconnue.

Le 18 Janvier dernier, a eu lieu l'ouverture des soumissions présentées pour les travaux de terrassements préalables à la construction d'une école normale de filles à Arlon ; le plus bas soumissionnaire arrive au chiffre de 800.000 fr. ! ? Près d'un million, rien que pour des terrassements !...

Et pendant ce temps, la majeure partie des travailleurs est logée dans des taudis dont ne voudraient pas pour leurs animaux, nos fermiers de charitable mémoire

— x —

Encore la faute des 8 heures sans doute ?

Une firme belge vient de s'attribuer une commande de mille tonnes de rails de tramways pour la ville de Hull.

Cette firme a soumissionné pour 9.574 liv. st. 10 sh. Les offres les plus basses de l'industrie allemande et de l'industrie anglaise étaient de 9.613 liv. st. et 14.330 liv. st.

Sans commentaire !...

— x —

Cinémas.

Il y a en Belgique, 640 salles de cinéma, qui font une recette annuelle de 67.000.000 de fr. Les cinémas paient 13.731.445 fr. de taxe à l'Etat, à la Province et à la Commune.

Ce serait peut-être bien si le cinéma était bien compris Malheureusement, on emploie l'écran à exploiter les spectateurs, en flattant leurs passions, en amusant leur bêtise et surtout en leur inculquant cet esprit de chauvinisme, de militarisme, qui nous conduira à de nouveaux massacres.

La Chambre hollandaise va examiner un projet de loi qui dispose :

1. Que les enfants mineurs peuvent entrer dans toutes les salles de cinéma, et
2. Que tous les films tournés en Hollande ou importés seront soumis à un jury compétent qui ne permettra la projection du film que s'il possède de réelles qualités morales et artistiques.

Nul ne nierait, et nous l'avons démontré jadis, que les films dits d'aventures, exercent la plus fâcheuse influence sur les jeunes imaginations ; et tout comme le Werther, de Goethe, provoqua en Allemagne de nombreux suicides, l'imagination des cinégraphes ouvre de larges horizons aux esprits inquiets.

Le danger moral que présente le cinéma aux mains de certains exploitants sans scrupules est assez évident. Il faudrait, comme en Hollande, savoir distinguer entre licence et liberté et il nous semble que combattre la licence, c'est servir la véritable liberté.

— x —

A l'adresse des Houssiaux et C^{ie}.

Lors de la discussion du budget du travail, à la Chambre des Députés, le 24 Novembre 1922, M. Albert Peyronnet, Ministre du Travail en France, s'est attaché à signaler les bienfaits positifs que le monde du travail retire de la loi des 8 heures.

Voici en quels termes le « Journal officiel » reproduit le passage du discours :

« La limitation de la fatigue de l'ouvrier, l'augmentation de ses heures de liberté et de loisir lui permettent de participer plus largement à la vie éducative, familiale et sociale. Cette question de l'utilisation des loisirs des ouvriers a été depuis la mise en application de la loi, l'objet de la part du Ministre d'une étude attentive.

Bien que trois ans et demi se soient écoulés depuis son vote, des constatations très réconfor-

tantes ont pu être faites à cet égard. On avait craint que les heures enlevées eussent été données au cabaret ; craintes vaines ; aucune recrudescence de l'alcoolisme dans les centres ouvriers, bien au contraire.

La réduction des heures de travail a favorisé l'exode des ouvriers des villes vers la banlieue où en trouvant un logement plus spacieux et aéré, ils peuvent s'adonner à la culture maraîchère ou à la culture horticole.

Le nombre de jardins ouvriers a augmenté dans des proportions considérables. Les sports ont bénéficié également dans une large mesure des loisirs ouvriers.

Les cours professionnels, les bibliothèques populaires sont bien plus fréquentés qu'auparavant...

On peut donc affirmer hautement que la loi de huit heures au point de vue social, n'a pas fait faillite. »

— x —

En réponse à une question posée à la Chambre des Représentants sur les émoluments que reçoivent ces Messieurs de la Commission des Réparations, voici les paroles du Ministère content :

Le Président de la C. D. R. touche 1000 liv. st. (mille livres sterling) par mois, soit 12.000 liv. st. par an.

Ce pauvre M. Barthou est forcé de vivre avec 12.000 liv. st. par an, ce qui représente 840.000 fr. au cours du jour.

...Et dire que ces salauds d'ouvriers osent réclamer 3 fr. à l'heure !...

Votre convocation se trouve en 4^e page

Revue du Travail

BELGIQUE

Le Chômage involontaire en Belgique

Mois d'Octobre (résultats définitifs).

Les données précises recueillies pour le mois d'Octobre 1922, par le Service du Chômage et du placement, concernent 691.126 travailleurs affiliés à 1743 caisses — ou sections de caisses, — de chômage. Parmi ces travailleurs, 27.185 soit 3.9 % étaient recensés comme chômeurs le 4 Novembre, dernier jour ouvrable de la dernière semaine d'Octobre.

Pour l'ensemble du mois, le total des journées perdues par le chômage involontaire s'est élevé à 424.332 (soit 12.3 journées par cent assurés et par semaine, ou 2.05 % du nombre de journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés). 168.709 journées (soit 39.8 % des journées perdues) avaient donné lieu à indemnité des caisses mêmes. Les autres n'ont pas été couvertes par l'assurance ou ont donné droit aux allocations du Fonds National de Crise.

Le mois précédent (du 3 au 30 septembre), les renseignements avaient été obtenus pour 690.024 travailleurs affiliés à 1735 caisses agréées. Le nombre de chômeurs s'élevait au 30 septembre à 26.431 (soit 3.8 %) et celui des journées perdues à 365.688 (soit 13.2 journées par cent participants et par semaine ou 2.20 % de journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés).

Il y a donc en Octobre par cent assurés et par semaine, 0.9 journées perdues de moins qu'en Septembre.

D'autre part, l'amélioration constatée depuis le début de l'année, par rapport au mois correspondant de l'année 1921 se maintient toujours puisque pour octobre, la proportion des chômeurs ne fut que de 3.9 % en 1922 contre 13.6 % en 1921. Celle des journées perdues était par cent participants et par semaine de 12.3 en 1922 contre 45.1 en 1921. Celle des journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés de 2.05 % en 1922 contre 7.52 % en 1921.

MOIS DE NOVEMBRE (Chiffres provisoires). — Sur 694.924 affiliés à 1693 caisses agréées, le nombre de chômeurs était, le 2 décembre, de 26.450 soit 3.8 chômeurs par cent participants (contre 3.9 % le mois précédent et 13.9 % en novembre 1921).

Le total des journées perdues s'élève à 362.389, soit 13.0 par cent participants et par semaine (ou 2.17 % des journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés) contre 12.3 (resp. 2.05 %) le mois précédent et 50 % (resp. 8.35 %) en novembre 1921.

On constate donc que la proportion des journées perdues a légèrement augmenté ; l'augmentation est en grande partie attribuable à la mauvaise saison.

ETRANGER

ALLEMAGNE

Syndicats et problèmes économiques. — Les quatre principales Fédérations syndicales : la Confédération générale des Syndicats, la Fédération des Syndicats d'Employés, la Centrale des trois Fédérations des Syndicats des Ouvriers, des fonctionnaires et des employés chrétiens et la Fédération des Syndicats Hirsch-Düncker, ont adressé d'un commun accord, au Chancelier du Reich, aux Ministères et aux partis politiques, un mémorandum les invitant à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre fin à la chute du mark, cause première du renchérissement de la vie. Avant la guerre, la validité des contrats collectifs s'étendaient sur plusieurs années. Actuellement, les salaires doivent être sans cesse remaniés et l'établissement de nouveaux tarifs annule le contrat collectif qui ne peut plus être établi que pour quelques semaines.

Aucune réglementation de salaires ne peut suivre la hausse rapide des prix des articles de première nécessité si bien que tout le système des tarifs syndicaux menace ruine.

Si l'on essayait de rendre les salaires conformes au cours mondial du mark, la catastrophe n'en serait que précipitée. Il faut à tout prix trouver moyen de stabiliser le mark qui doit nécessairement être maintenu comme moyen de rémunération et mesure de valeur.

Les quatre grandes organisations syndicales ont envoyé une délégation au Ministère du Travail pour discuter avec lui de la question de la durée de travail et de l'augmentation du rendement. Les représentants des syndicats ouvriers se refusèrent à admettre que l'augmentation du rendement fut surtout conditionnée par la durée du travail; selon eux, elle dépendait de facteurs très divers; les employeurs devraient encourager la production par une meilleure politique économique. La politique actuelle des cartels et des trusts entraverait selon eux, la production et compromettrait la vitalité même de la nation.

Les syndicats restaient, d'autre part persuadés que, pour augmenter le rendement, il n'était aucunement nécessaire de renoncer au principe de la journée de huit heures.

Ce point une fois acquis, les syndicats s'engageaient à compenser la réduction des heures de travail par la mise en œuvre simultanée de toutes les mesures tendant à augmenter la production et à faire tous les efforts pour adapter cette production aux besoins du public.

Les Syndicats exprimèrent le vœu que la législation sur la durée du travail, actuellement en voie d'élaboration, put se fonder sur le principe de la journée de huit heures, tout en prévoyant certaines dérogations pour des cas urgents, il conviendrait de laisser au contrat collectif le soin de régler, le cas échéant, les difficultés de la situation économique dans l'intérêt de la communauté.

(Berliner Tageblatt, Frankfurter Zeitung, Vorwärts, 4-5/11/22).

FRANCE

Effectifs des Syndicats. Le Bulletin du Ministère du Travail a publié récemment les statistiques des syndicats au 1^{er} Janvier 1920.

A cette date, il existait 5.078 syndicats patronaux comprenant 379.855 membres, dont 13.018 femmes; 5.283 syndicats ouvriers comprenant 1.580.967 membres, dont 239.016 femmes; 175 syndicats mixtes comprenant 31.806 membres, dont 3.768 femmes; 6.159 syndicats agricoles comprenant 1.083.957 membres, dont 36.199 femmes; soit un total général pour la France de 17.055 syndicats, 3.076.585 membres dont 292.001 femmes.

Il semble difficile d'indiquer en ce moment la situation exacte du mouvement syndical ouvrier. D'après une déclaration de M. Jouhaux au Congrès des travailleurs du Textile à Mulhouse, la Confédération générale du Travail englobait à ce moment à peu près 700.000 membres.

D'autre part, la Commission exécutive de la Confédération générale du Travail unitaire dans son rapport au deuxième Congrès de l'Internationale syndicale rouge (Moscou) déclare que les effectifs de la Confédération générale du Travail unitaire sont actuellement de 150.000. De son côté, la Confédération française des Travailleurs chrétiens groupe à peu près 125.000 adhérents (source syndicale).

GRANDE-BRETAGNE

Organisation pour ouvriers non qualifiés. — Depuis longtemps déjà, fut mis en perspective la formation d'un grand syndicat pour ouvriers non qualifiés en Angleterre, notamment par la fusion de la « National Union of general Workers », la « Municipal Employees Association » et la « National Amalgamated Union of Labor ».

A présent, cette fusion est assurée. La fusion avait été soumise à un referendum dans chacune des organisations en cause. La publication des résultats a donné une majorité en faveur de la fusion.

La nouvelle organisation comptera plus d'un demi-million de membres, « The Daily Herald » (30 novembre 1922) donne quelques précisions quand à la constitution du nouveau syndicat.

« Il sera dirigé par un Congrès qui se réunira à périodes fixes; le travail pratique sera l'œuvre d'un Conseil général composé de deux représentants par district.

Les diverses fonctions, dans l'Union, seront confiées à des Comités, depuis le Comité exécutif national jusqu'aux sous-comités locaux, avec l'assistance des secrétaires des diverses branches et des délégués d'ateliers.

Une contribution uniforme de 6 d. par semaine a été fixée, et de 3 d. pour les femmes et les adolescents. On a prévu un système étendu d'indemnités en cas de grève, de lock-out, d'accidents, d'incapacités de travail et de mort. (Source syndicale).

NORVEGE

Situation des Syndicats en 1921. — Le Président de la Centrale syndicale nationale de Norvège, publie dans le « Sozialdemokraten » un rapport sur l'activité des syndicats en 1921, auquel nous empruntons ce qui suit.

L'effectif du commencement de l'année s'élevait à 142.642. Au cours de l'année 1920, on avait déjà constaté un recul, 1284 membres étant sortis de l'organisation. Au cours de l'année 1921, le mouvement rétrograde des effectifs s'est encore accentué et au 31 décembre 1921, les syndicats ne comptaient plus que 95.965 membres répartis sur 34 unions avec 1590 bureaux locaux. Le nombre de ces derniers a diminué de 265, celui des membres de 46.667 soit 32.32 %.

Il ressort des statistiques, pour le mois de mai que ce recul de l'effectif a persisté encore au courant des cinq premiers mois de l'année, au bout desquels l'effectif se trouvait réduit à 88.448 membres.

Les organisations importantes ont subi les pertes suivantes : ouvriers non qualifiés, 15.160 soit 48.5 % ; ouvriers sur métaux 6.428 soit 30.7 % ; ouvriers du bois 3.060 soit 35.2 % ; ouvriers du transport 2.953 soit 27.8 % ; marins et chauffeurs 2.733 soit 59 % ; cheminots 2.604 soit 30.3 % ; ouvriers de l'industrie du papier 2.420 soit 21.6 % ; ouvriers du vêtement 1.656 soit 49.7 % ; ouvriers agricoles et forestiers 1.270 soit 72.7 % ; ouvriers scieurs 1.492 soit 26.3 %.

Ces dix organisations accusent donc, à elles seules, une perte totale de 40.130 membres. L'organisation des maçons est la seule qui ait pu constater un progrès, soit de 241 membres. Les imprimeurs n'ont perdu que 48 membres, soit 1.6 %, les lithographes 42 membres et les tailleurs de pierre 12.

Dans le courant de l'année, il y a eu 424 mouvements de salaires, auxquels participèrent 69.020 membres, on passa au total 301 contrats collectifs pour 49.217 ouvriers. On relève 207 conflits auxquels participèrent au total 41.752 ce qui représente une perte de 2.217.786 journées de travail.

Il a été payé un total de 3.746.000 couronnes pour secours-chômage. On n'a obtenu des augmentations de salaires que pour 413 ouvriers, pour 9.594 on a pu obtenir la prorogation du contrat collectif et 35.256 ouvriers ont vu réduire leurs salaires; cette réduction est en moyenne de 79.65 couronnes par ouvrier et par année, et oscille entre 3 et 30 %. Le chômage causa une perte de 3.995.545 journées de travail, soit 49 journées par membre.

Vingt-sept organisations ont payé un total de 12.851.064 couronnes pour secours-chômage et de voyage.

Les recettes totales des organisations affiliées se montent à 20.204.997 couronnes; les dépenses à 21.869.806 couronnes.

Revue syndicale).

L'organisation syndicale de la femme en Belgique et à l'Etranger.

Le rapport annuel présenté au délibérations du XXI^e Congrès syndical portait à 51.684 le nombre de femmes syndiquées.

En Allemagne, les effectifs syndicaux féminins se sont considérablement accrus dans ces dernières années, au point de passer de 220.000 en 1914 à 1.697.939 à fin 1920. Les syndicats des employés domestiques (99.2 %) du tabac (74.5 %) et des relieurs (68.9 %) comptent plus d'hommes que de femmes.

En Angleterre, le nombre des salariés est passé de 3.250.000 en 1914 à 4.500.000 en 1922. Sur ce nombre, 1.200.000 avaient toujours travaillé à domicile. Quand aux syndiquées, elles étaient 441.000 en 1914 et 1.982.000 en 1919.

L'Autriche a vu le nombre de syndiquées passer de 26.709 en 1913 à 215.175 en 1920, soit 23.87 % du nombre total des syndiqués pour cette dernière année.

Pour différentes raisons, le nombre des salariées hongroises a fortement diminué depuis la guerre.

Un certain nombre de syndicats réunissent au total 30.415 femmes soit 14.32 %, mais il manque à ces chiffres ceux des syndicats du tabac, des domestiques et des employés municipaux.

En Tchéco-Slovaquie, 193.365 syndiquées forment 26.73 % des associations ouvrières.

Les derniers chiffres parvenus pour l'Autriche sont ceux de 1918. Les syndicats comptaient alors 50.665 affiliés soit 21.3 % du nombre total d'ouvrières.

Les effectifs syndicaux en Suisse s'élevaient en 1920, au chiffre de 22.588 membres, dont plus d'un cinquième (43.906) constitué par des femmes.

En Suède, le mouvement syndical qui eut à subir, au lendemain de la grève générale de 1919, une crise de décroissance, a pris, depuis 1920, un nouvel essor. 32.787 femmes étaient affiliées aux syndicats sur 280.029 membres.

Au Danemark, les syndicats comptent en 1922 un total de 255.150 membres dont 42.000 femmes.

Des données exactes manquent pour la France, l'Italie et les Etats-Unis.

Cette puissance accrue des femmes dans les organisations syndicales de tous les pays regut sa première consécration à la Conférence internationale du Travail, tenue à Washington en 1919.

Celle-ci fournit en effet aux délégués l'occasion de se concerter sur plusieurs questions intéressant particulièrement les femmes : journée de huit heures, travail de nuit, assurance en vue de la maternité et du chômage, etc.

Ces travaux aboutirent à la création à Genève en 1921, de l'Internationale des Travailleuses.

(Le Mouvement syndical Belge, 28-10-22).

GRÈVE dans l'Ameublement de Liège

Comme je vous l'avais annoncé dans le dernier numéro de « TRAVAIL », la grève partielle éclatée le 2 Janvier, dans quelques ateliers de la ville.

Pour mettre au courant des choses, tous ceux qui pourraient s'intéresser à la question, et couper les ailes aux canards lancés intentionnellement contre ce mouvement, je crois utile de démontrer devant tous, le début de ce mouvement jusqu'à présent.

En novembre dernier, les sections de l'Ameublement s'étaient réunies en assemblée extraordinaire, pour solutionner la question des salaires; après examen de la situation des ateliers, il fut décidé de réclamer aux patrons pour le 11 décembre, une demande d'augmentation de salaire, comme suit :

3 fr. l'heure pour tous les salaires allant actuellement de fr. 2.75 à fr. 2.99 et 25 centimes d'augmentation pour les salaires de moins de fr. 2.75. Il a été fait remarquer aux patrons que des cas particuliers seraient pris en considération.

Pour les sculpteurs, ceux-ci furent classés d'une revendication tout autre, d'après le Comité d'évaluation arrangé par cette section. Il est entendu que notre lettre spécifiait qu'une délégation de notre syndicat se tenait à leur disposition pour discuter, s'il trouvait cela nécessaire; bref, la lettre fut envoyée le 1^{er} décembre. Le 7, la Chambre syndicale nous communiquait que pour des raisons fédératives, elle ne pouvait nous répondre avant le 14.

Notre assemblée fut saisie directement et par esprit de conciliation accepta, demandant toutefois, rétroactivité pour la date du 11.

Le 13, la C. S. se rapportant aux bases de l'index-number, considéra que rien ne justifiait cette demande d'augmentation, mais déclara que si nous avions des raisons plausibles à faire valoir, qu'ils étaient prêts à les examiner.

Sur ce, une réunion eut lieu entre délégués patrons et ouvriers.

A l'issue de celle-ci, les deux délégations se mirent d'accord pour faire ratifier de part et d'autre la proposition de nommer des Comités d'études pour examiner la possibilité d'une production plus grande, sans intensifier, toutefois, le surmenage de l'ouvrier; cela est possible. (Pour ne pas que l'on interprète mal cette chose, un article spécial sera l'objet d'une explication à ce sujet).

C'est alors que M. Chometon, président de la C. S. appuyé par les trois autres délégués patrons, nous promit de proposer à son syndicat, une augmentation de salaires qui ne prendrait cours qu'au 2 Janvier et nous déclara que ce qu'il proposait était admis d'avance. Nous, de

notre côté, nous devons faire valoir et défendre cette question en notre assemblée.

Ce qui fut fait et admis non pas sans difficulté.

Sur cette question nous reçûmes une lettre toute autre que celle que nous attendions, et dans laquelle les patrons nous disaient qu'après examen approfondi de la question, il n'y avait pas lieu de changer la décision prise et que la réunion projetée n'avait plus de raison d'être.

Donc, deux refus consécutifs, et nous sommes au 27 décembre.

Devant cette intransigeance des patrons, notre patience mise à l'épreuve pendant un mois, la rupture de toute possibilité d'entente, il ne nous restait qu'une chose à faire: c'était la grève.

Le mardi 2 janvier, cinq ateliers s'étaient désignés pour l'attaque; de ceux-ci deux ont capitulé dont un après deux heures de grève. Ce dernier voyant clair dans la chose, demanda des ouvriers à l'effet de satisfaire sa nombreuse clientèle. (Aussi nous sommes disposés à recommander les maisons qui tiennent magasin et fabriquent elles-mêmes).

Toutes les maisons ne se ressemblent pas. Il y en a par exemple une à laquelle le patron très bon « patriote » et anti-boche dans l'âme, a de grands débouchés en Allemagne; que voulez-vous, quand on ne vend pas des meubles, fussent-ils même de Cologne ou d'Aix, on fait des affaires avec des casseroles, et les « bédits bénéfices » ne sont pas à dédaigner quand on peut fournir des articles, fussent-ils même prohibés.

Autre chose maintenant.

Nous avons sur la dernière lettre du 23 janvier 1923, la signature d'un secrétaire de la C. S., ex-patron, et à présent dessinateur à la F. N. Que vient faire ce Monsieur, qui n'est autre qu'un appointé?... Il faut croire que chez les patrons, il n'y a d'autre initiative que d'exploiter leurs semblables, pour ne pas avoir un des leurs, à la hauteur de remplir une si petite mission. fut-ce même gratuitement.

Ce n'est pas la première fois que les patrons de Liège se servent de personnes interposées, pour défendre leur mauvaise cause, cela s'est vu en avril 1921, lors de la diminution de salaire, au Conseil d'arbitrage, auquel assistait M. De Teerling de Bruxelles, pour représenter les patrons liégeois. (Vivent les flamands alors).

Mais revenons à notre sujet. Le 2 janvier, il y avait trois ateliers en grève; le 4 Janvier, nous recevons une lettre de la Bourse Officielle du Travail, nous donnant à connaître que les patrons avaient envoyé une demande pour liquider le conflit au Conseil d'arbitrage.

La B. O. T. nous invitait à venir en conciliation. Je répondis à cette invitation que j'allais en référer au comité de notre syndicat, qui jugea à propos de faire une assemblée générale à ce sujet.

Mais les patrons impatients de recevoir une réponse, ne l'attendirent même pas. Avant que nous fassions parvenir un ordre de reprise nous fassions parvenir un ordre de reprise du travail, nous reprochant d'avoir rompu le contrat de travail (?) et notre engagement commun de ne décréter aucune grève sans se donner un préavis (Vraiment, ils ont du toupet ces Messieurs).

Dans cetet lettre, il y avait déjà une menace sous-entendue. Notre réponse à la B. O. T. était simple, et je pourrais laisser juger les lecteurs de ce qu'ils auraient fait à notre place.

Comme de juste, c'était un refus formel de notre part. Comment devant deux refus catégoriques de toute augmentation et de toute discussion de leur part, croyant nous attirer dans un autre filet, escamotant sur leur index-number sans l'avoir jamais étudié, si ce n'est que pour s'appesantir sur un chiffre ! De l'index pondéré, ils font fi, ils ne savent même pas ce que cela veut dire ou feignent-ils de l'ignorer ? Par suite de la lettre par nous envoyée à la B. O. T., les patrons nous envoyèrent une nouvelle menace ; cette fois, c'était sérieux: le lock-out ! on allait fermer le Jeudi 25 ; sur ces entrefaites, une autre maison avait aussi cessé le travail.

Un fait qui mérite maintenant toute notre attention est celui-ci : un ouvrier d'un atelier en grève, qui avait été sollicité par un autre patron se présenta accompagné d'un copain dans cet atelier à l'effet d'y reprendre son outillage.

Le dessinateur présent courut au téléphone et revint de suite auprès de l'ouvrier lui disant : « Le patron vous demande au bureau; par précaution, les deux ouvriers s'y rendirent; un long entretien eut lieu. Pour terminer, le patron donna complète satisfaction et déclara même qu'à la Chambre patronale on avait les poings liés; il restait maintenant le frère associé qui devait aussi se prononcer. Les deux ouvriers s'y rendirent de la part du patron et après explication, ils se mirent d'accord.

Les ouvriers, sans aucune victime, devaient reprendre le travail le lundi 23; ceci se passait le jeudi 19. Le vendredi, on nous fit part de la chose en assemblée, mais je vous dirai pourtant qu'il restait chez nous une certaine réserve; on ne se trompait pas. Le samedi, je reçus la visite du président de la C. S. à mon bureau; il me posa cette question :

— « Cessera-t-on la grève, si on reprend le travail dans l'atelier dont il est fait mention plus haut ? »

Je ne pus que répondre :

— « Oui, si on donne satisfaction à tous; dans le cas contraire, non ! »

Le président se retira après que nous eûmes échangé quelques discussions sur ce mouvement.

Quelques heures après, je recevais une lettre émanant de la C. S. dans laquelle on me confirmait l'entretien avec le président au sujet de l'atelier dont il était fait allusion; il y était dit que le patron de cette maison ne voulait réengager que sept ouvriers (Il y aurait deux victimes).

Je reproduis textuellement la terminaison de cette lettre :

« Il est entendu que si la rentrée de ces sept ouvriers précités n'amène pas la fin du conflit et la reprise du travail dans tous les ateliers en grève, les ouvriers en cause ne seront pas réadmis et ne pourront se prévaloir de cette tentative de conciliation. »

Comme il était trop tard pour prévenir les camarades intéressés, ceux-ci se présentèrent le lundi pour reprendre la besogne.

Ils se trouvèrent en face du patron qui leur fit la déclaration que deux ouvriers ne pouvaient rentrer (le patron avait subi l'instigation de ses collègues; il le prouvait en faisant du zèle). Un ouvrier lui fit cependant remarquer qu'il reniait sa parole donnée; le patron répondit en colère, qu'il s'en fichait.

De nouveau la grève.

Mais avant de quitter les lieux, les ouvriers réclamèrent au patron une copie de la lettre qu'il avait envoyée à la Chambre syndicale. Il ne s'y refusa pas. Cette lettre de trois lignes contient trois mensonges et n'a été faite que pour se soustraire à la colère des dictateurs de la C. S. (Tous les patrons ne se laissent pas ainsi intimider. Tous ne se considèrent pas comme des tzars non plus).

Ce qui est étrange dans ceci, c'est que la Chambre syndicale ne s'était nullement opposée à ce que ce patron accordasse à ses ouvriers les 3 fr. par heure à TOUS. Une seule exception avait été admise de commun accord pour un cas

particulier. A la fin de la lettre, il était dit ceci: « Il est bien entendu que par ce fait le conflit sera apaisé et ne s'étendra pas aux autres ateliers. »

Que voulait-on dire par là ?

Pourquoi le président, M. Chometton, n'avait-il posé une question semblable ? Mystère que tout cela, chose totalement inexplicite pour nous !

J'en réfèrais donc au Comité général ainsi qu'au Comité de grève qui avait mandat de par l'assemblée de prendre position pour conduire à bien la grève, sans toutefois déroger à nos revendications.

Une réunion eut lieu entre les Comités précités, lesquels s'étaient adjoints des délégués de chaque atelier en grève et de quelques camarades invités pour la circonstance. Après examen approfondi de cette question, on décida à la presque unanimité d'écrire à la C. S. pour être éclairé au sujet de leur insistance à voir la reprise du travail.

En date du 23 janvier, nous envoyâmes une lettre, en ce sens, à la Chambre syndicale. Le 24 mars, nous reçûmes confirmation de l'accord conclu à l'effet de recevoir une délégation de six membres pour se rencontrer avec six d'entre eux pour le jeudi 25.

Comme convenu, nous nous rencontrâmes. Après certains pourparlers de part et d'autre, les patrons nous firent cette proposition :

Que le travail soit repris lundi et directement on se réunira pour discuter le litige.

Le lendemain matin cette question fut posée aux grévistes. Ceux-ci eurent deux réunions à ce sujet, pour prendre position.

Le soir, ce fut l'assemblée générale de tout le syndicat; séance très intéressante où toutes les idées furent largement défendues.

C'est alors que le délégué rapporteur du Comité de grève, nous annonça la décision des grévistes qui, unanimement, avaient voté la continuation de la grève, en considération qu'aucune condition nette n'avait été formulée par les patrons sur nos revendications.

Par un vote, l'assemblée ratifia cette décision. Maintenant nous attendons de pied ferme la décision patronale.

M. DEMO.

Par décision du Conseil communal, le personnel ouvrier reçoit à titre de stimulant « ou pour tout autre raison », une prime de mérite se chiffrant à 300 fr. l'an, soit 1 fr. par jour de travail.

Cette prime est divisée en trois tranches de 100 fr. et chacune d'elles réclame une présence de deux ans au service de la Ville.

Donc pour la toucher intégralement, il faut : 1. être méritant ; 2. faire partie du personnel depuis 6 ans.

Ces derniers temps, les ouvriers durent signer une feuille portant parfois une observation concernant leur conduite.

De ce chef, ils se voyaient retenir une ou deux tranches, pour des raisons en général, on ne peut plus mesquines.

Nous avons tôt fait de remettre le tout au point à l'avantage des camarades lésés.

Les méritants reçurent en paiement du zèle (sic) apporté à leur besogne une somme de 200 fr. ! Ahurissement des ouvriers: ils croyaient bien avoir à toucher 300 fr.; demande d'éclaircissements au Syndicat, explications nettes données; conséquence: tout rentre dans le calme parmi nos membres.

L'explication de cette différence de 100 fr., la voici

En 1919, l'ouvrier avait un salaire de X fr. auquel s'ajoutait une indemnité de vie chère de 8 fr. par journée de travail. En 1922, le barème augmentait le taux des salaires de 3 fr., l'allocation d'indemnité de vie chère fut calculée par tranches suivant la moyenne des trois indices de l'index pondéré.

On présuma pour faciliter les comptes, qu'il y aurait pour 1922, 56 tranches de 25 fr. chacune, total 1400 fr. répartis sur les 300 jours de travail, ce qui fait fr. 4.66 par jour.

Suivant ce barème, on supprime d'une part 8 fr. (vie chère); d'autre part, ajoute de 3 fr. au salaire et fr. 4.66 d'indemnité de vie chère, soit fr. 7.66.

Comme l'ouvrier a reçu la même somme en salaire qu'auparavant, il a donc touché en réalité 8.00 — 7.66 = 0.34 en trop.

Ici commence le jeu de la prime au mérite. L'ouvrier méritant reçoit 1 fr. par jour. J'ai dit ci-dessus qu'il a touché 0.34 en trop, il ne lui revient donc plus que 1.00 — 0.34 = 0.66.

Multiplions 0.66 par 300 (jours de travail) et nous aurons la somme de 198 fr. que la Ville arrondit à 200 fr.

En réalité l'ouvrier qui touche la somme de 200 fr. a reçu la totalité de la prime au mérite; et n'a plus comme certains le croient, à toucher une seconde fois.

Les ouvriers qui n'ont que deux années effectuées au service de la Ville n'ont droit qu'à une tranche, ils ne toucheront donc plus rien puisque ayant reçu avec leur salaire les 0.34 x 300, ce qui donne 102 fr.

Quant à ceux ayant droit à deux tranches, ils n'encaisseront que 98 fr. reste des 200 fr. étant déjà dans le cas de ceux dont il s'agit plus haut.

Voilà tout le secret de cette fameuse prime au mérite qui a déjà tant fait parler d'elle.

Les camarades constateront que l'explication est des plus simples et qu'il est regrettable qu'ils aient dû attendre notre journal pour être éclairé sur la question.

F. H.

Union professionnelle des Travailleurs du Bois, du Bâtiment et de l'Ameublement,

Lundi 12 Février, à 5 h. 30 du soir, Assemblée générale, au local, Maison des Syndicats, rue de la Loi, 29.

ORDRE DU JOUR :

1. Procès-verbaux;
2. Nouveaux membres;
3. Correspondances;
5. Rapport des contrôleurs;
4. Lecture et approbation du bilan;
6. Décision à prendre sur l'intérêt des fonds placés à la Maison des Syndicats;
7. Eventuellement discussion du règlement d'atelier des sculpteurs.

La séance commencera à 5 h. 30 précises, A partir de cette heure, les cotisations ne seront plus perçues. Prière de venir payer le samedi.

LE COMITÉ.

Syndicat des Ardoisiers - Liège et environs

La réunion mensuelle aura lieu le Dimanche 11 Février, à 10 heures, au local, rue de la Loi, 29, à Liège.

ORDRE DU JOUR :

- Lecture des procès-verbaux;
- Correspondances;
- Discussion sur le projet concernant l'indemnité en cas de décès;
- Paiement des cotisations.

AVIS. — Nous invitons les camarades ayant des rapports à présenter ou des discussions à entamer, soit avec des patrons ou autres, de bien vouloir en informer le Comité.

LE COMITÉ.

Maison des Syndicats

Société Coopérative

Rue de la Loi, 29, Liège

AVIS. — Un poste de concierge est à conférer.

Pour postuler, il faut être actionnaire.

Les demandes seront admises jusqu'au 28 Février inclus, et devront être adressées, par écrit, au Conseil d'administration de la Maison des Syndicats.

POUR LE CONSEIL :

- Le Président, J. BINDER.
- Le Secrétaire, J. SCHELLINGS.
- Le Trésorier, L. CHARLET.

Chez les Mécaniciens

L'assemblée générale mensuelle aura lieu le Mardi 13 Février, à 6 h. 30, en son local, rue de la Loi, 29.

ORDRE DU JOUR :

- Lecture du procès-verbal;
- Admission de nouveaux membres;
- Rapport du secrétaire;
- Union des syndicats;
- Discussion du projet de règlement;
- Divers.

Les points figurant à l'ordre du jour font une obligation pour tous les membres d'être présents.

E. WILLEMS, secrétaire.

Renseignements du B. I. T.

GRANDE-BRETAGNE

Salaires de vacances. — Avant la guerre, les travailleurs manuels ne bénéficiaient généralement pas de vacances payées. Mais à partir de 1919, ce principe a pris une grande extension et le Ministère du Travail signale que plus de 100 contrats collectifs ou autres accords stipulent que les fêtes légales, ainsi qu'une période de vacances variant le plus souvent de 3 à 12 jours par an seront rétribuées.

Ces vacances ne sont rémunérées que si l'ouvrier a été employé une année, ou au moins 6 mois dans l'entreprise.

Dans d'autres cas, la durée des vacances est fixée d'après la longueur du service de l'ouvrier.

Si l'ouvrier est payé au temps, la rémunération des vacances équivaut à l'équivalent du salaire normal hebdomadaire; dans un certain nombre d'industries, les ouvriers à la pièce touchent une somme calculée d'après la moyenne de leur salaire pour une période précédant im-

Nombreux sont les contrats qui prévoient médiatement lépoque des vacances.

que les vacances payées doivent consister en un certain nombre de jours consécutifs, pris dans le courant de l'été. Dans quelques cas, il est stipulé que les ouvriers qui, au cours des 12 mois écoulés se sont indument absentes pendant 7 jours ne bénéficieront pas de vacances payées; il en sera de même, s'ils ne reprennent pas le travail dans la matinée qui suit la date d'expiration de leur période de congé.

Quelques contrats prévoient une rémunération supplémentaire en faveur des ouvriers qui quittent l'entreprise avant d'avoir pris leurs vacances.

(Labour Gazette, août 1920 et déc. 1922.)

Editeur : M. DEMOULIN, Liège.

LA VIE SYNDICALE

Syndicat Fédéraliste Services Publics de Liège

Les réunions du Comité auront lieu les 13 et 27 Février, à 7 h. 30, au local, rue de la Loi, 29, à Liège.

Réunion de la section des concierges, le 6 Février, à 7 h. 30.

Réunion de la section du gaz, le 20 Février, à 7 h. 30.

Nettoyage de la Voirie.

Dans le numéro de « Travail » du mois dernier, nous avons cru devoir tranquiliser nos camarades balayuses au sujet de leur remplacement éventuel par des hommes.

En agissant de la sorte, nous nous appuyions sur l'assurance nous donnée, le 8 novembre dernier, par M. l'Echevin des Travaux. Celui-ci nous disait alors qu'il n'était nullement question du renvoi de femmes et que celles-ci ne seraient remplacées par un personnel masculin qu'au fur et à mesure de leur départ volontaire ou de leur mise à la pension.

Or, au moment de mettre sous presse, nous recevons du Cabinet de l'Echevin en cause, la lettre suivante :

Liège, le 24 Janvier 1923.

Echevin délégué aux Travaux publics à M. le Secrétaire du Syndicat des Services Publics rue de la Loi, 29, Liège.

Monsieur le Secrétaire,

J'ai bien reçu votre lettre du 17 Janvier.

Pour le moment, le Service fait une expérience. Evidemment, l'intérêt du personnel ne doit jamais être perdu de vue, mais il faut bien voir avant tout, l'intérêt général.

La suppression du travail du Dimanche exige que le Samedi, le travail s'effectue plus tardivement de façon à ce que la propreté de la Ville souffre le moins possible de la dite suppression.

En présence du grand nombre de combattants réclamant des emplois au Service du Nettoyage, un certain nombre d'ouvrières devront être ren-

voquées. Si vous avez des suggestions à me faire concernant les règles à suivre pour le choix des premières ouvrières à congédier, je les examinerai.

Recevez, Monsieur le Secrétaire, mes salutations distinguées.

L'Echevin des Travaux, F. DEPRESSEUX.

La lettre du 17 Janvier dont il est fait mention dans la réponse citée plus haut, fut adressée par nous à l'Echevin compétent, pour critiquer l'horaire du travail, le samedi après-midi, au nettoyage de la voirie.

La seconde partie de la lettre de M. l'Echevin : « En présence du grand nombre de combattants, etc », nous abasourdit littéralement. Aujourd'hui, on nous écrit le contraire de ce que l'on nous disait le 8 Novembre 1922.

Voilà donc des ouvrières occupées, pour la plupart, depuis un grand nombre d'années au service de la Ville, menacées de renvoi, et ce, pour plaire à la catégorie des combattants. Si ceux-ci ont tant de droits, si un Gouvernement leur fit des promesses, que ce Gouvernement rende justice à ceux qui furent ses défenseurs. Mais qu'on ne vienne pas faire supporter le fardeau de la soi-disant « reconnaissance nationale » par des travailleurs communaux qu'on prive de leur gagne-pain. Entre parenthèses, nous n'avons jamais été éblouis par les éclairs de gloire (sic) des combattants et ne voulons de leur dictature.

Quant à faire des suggestions concernant « les règles à suivre pour le choix des premières ouvrières à congédier », nous nous refusons à être les complices de ce que nous considérons comme une injustice. Car de vrais syndicalistes ne sont ni des mouchards, ni des dénonciateurs. Ils n'ont qu'une devise : Etre fraternellement unis et solidaires pour la défense des intérêts communs.

LE COMITÉ.

Prime dite « Au Mérite ».

A toute règle il y a exception : partant de là, et pour combler le manque d'explications que les camarades reçoivent de leur Syndicat, je me permettrai de les renseigner, quelque soit le groupe auquel ils appartiennent.